

PS



Secrétariat national à la riposte

## LE GOUVERNEMENT MOBILISÉ CONTRE LA PAUVRETÉ

- > **8,5 millions de Français vivent avec moins de 964 euros par mois**
- > Pour lutter contre le fléau de la pauvreté dans un contexte où la crise économique et sociale sévit et où la dépense publique doit être contenue, le gouvernement reste volontariste et a décidé le 21 janvier de mettre en place un **Plan pluriannuel contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale**.
- > Ce Plan est le fruit d'un travail de concertation avec les acteurs concernés : services de l'État, collectivités territoriales, associations, partenaires sociaux, experts et, pour la première fois, des personnes en situation de précarité et de pauvreté.

### Avec la droite c'était stigmatisation des plus démunis et promesses non-tenues

En 2006, **Nicolas Sarkozy** promettait d'atteindre l'objectif de « **zéro SDF** », deux ans après son élection. Un million de personnes en situation de pauvreté en plus en cinq ans, c'est ça le bilan de la droite.

Souvenons-nous : **l'ancien ministre Wauquiez évoquait l'assistanat, comme un « cancer de la société ».**

Le volontarisme face à la souffrance sociale a remplacé la stigmatisation des plus démunis. L'assistanat n'est pas un cancer, c'est la pauvreté qui ronge la France !

### Avec la gauche, des propositions ambitieuses

**Le RSA aujourd'hui à 483 euros sera revalorisé à hauteur de 10 %** (hors inflation) d'ici à 2017. Une première hausse de 2 % interviendra dès septembre 2013.

**Les plafonds de ressources pour accéder à la CMU-C et à l'ACS** (aide à l'acquisition d'une complémentaire santé) seront relevés dès septembre 2013 : 750 000 personnes supplémentaires pourront ainsi y accéder. Instauration d'une « **Garantie jeunes** » pour les 18-25 ans sans emploi ni formation : accompagnement vers l'insertion et droit à une allocation d'un montant équivalent au RSA (environ 450 euros).

### 9 000 places de plus en hébergement d'urgence.

D'autres mesures concernant les familles en difficulté, l'accès aux crèches, la durée des emplois aidés ou encore la lutte contre le surendettement sont proposées.

**2,5 milliards d'euros** seront mobilisés d'ici 2017, sans impôts supplémentaires.

**Désintox :** Pour mettre fin aux préjugés sur « l'assistanat », la Caisse d'allocation familiale évalue à 5 % la fraude au RSA et à 68 % les bénéficiaires du RSA activité qui ne le demandent pas.

# TAXATION SUR LES TRANSACTIONS FINANCIÈRES : LE POLITIQUE REPREND LA MAIN SUR LA FINANCE

## Pour mémoire...

Alors que Nicolas Sarkozy avait qualifié, en 1999 cette idée d'« absurdité », susceptible d'entraîner des « dizaines de milliers de chômeurs supplémentaires » en France, il a finalement tenté de s'y convertir en 2011, ne sachant plus quoi faire pour enrayer la chute de sa cote de popularité.

Mais avant même d'avoir rencontré Angela Merkel pour que la France et l'Allemagne portent ensemble cette grande réforme, Sarkozy avait déclaré « *la France n'attendra pas que tous les autres soient d'accord pour mettre en œuvre la taxe sur les transactions financières* », provoquant la colère de Berlin et isolant la France sur cette question, comme sur tant d'autres.

Au final, le candidat président sera obligé de faire voter une loi à la va-vite en février 2012, dans le seul but de corriger son image de « *président des riches* » à trois mois de l'élection présidentielle, loi qui ne prévoyait l'instauration de la taxe que sur le seul territoire français.

## « Mon adversaire, c'est la finance »

À peine élu, **François Hollande entame les négociations avec Angela Merkel pour que la taxe soit mise en place au niveau européen...et y parvient.**

En effet, **onze pays de l'Union européenne viennent d'obtenir l'accord** des autres États-membres pour mettre en place une taxe sur les transactions financières.

Étape historique, car il s'agissait du dernier palier à gravir avant la mise en place de cette taxe, que la gauche européenne et nos concitoyens réclament depuis longtemps.

Après avoir obtenu la mise en place de la taxe sur les transactions financières en Europe, François Hollande a indiqué le 21 janvier à Berlin que « *la taxe sur les transactions financières est le premier temps de l'indispensable reprise de contrôle de la finance par le politique* ». **Le candidat Hollande avait donné le cap, le président fait désormais avancer le navire.**

**Pour aller plus loin :** la taxe va pour le moment être mise en place dans 11 pays qui représentent à eux seuls 2/3 du PIB européen : la France, l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne, la Belgique, le Portugal, la Slovaquie, l'Autriche, la Grèce, la Slovaquie et l'Estonie (et peut-être bientôt les Pays-Bas).

Des modalités précises seront définies prochainement dans une proposition de la Commission européenne mais l'on sait déjà que la taxe portera sur toutes les transactions entre institutions financières (banques, bourses, sociétés d'investissement, compagnies d'assurance, hedge funds..) et que les échanges d'actions et d'obligations seront taxés à un taux de 0,1 % et les contrats dérivés à un taux de 0,01 %. La taxe s'appliquera dès lors qu'au moins un établissement financier participant à la transaction est établi dans l'UE, même si la transaction a lieu hors de l'Union. Prochain combat à mener ? La destination de cette nouvelle recette. À Berlin le 21 janvier, François Hollande a évoqué la création d'un fonds européen pour la formation professionnelle et la mobilité internationale des étudiants...

PENDANT CE TEMPS-LÀ, À L'UMP...

## MALI : QUAND L'UMP SOMBRE DANS L'INDÉCENCE

Depuis le 11 janvier des troupes françaises sont engagées au Mali pour faire reculer les terroristes qui avançaient vers la capitale pour prendre le contrôle du pays. François Hollande a pris cette décision, après la demande d'aide du Président malien avec le soutien de la communauté internationale.

**Valérie Pécresse et Laurent Wauquiez**, alors même que l'UMP a d'abord salué la décision du président de la République, se montrent depuis quelques jours **plus attachés à faire parler d'eux-mêmes, qu'à soutenir une opération complexe et nécessaire.**

Quand la première ose affirmer qu'en pareille situation Sarkozy aurait bénéficié de plus de soutiens, le second déclare que la France n'a pas de stratégie claire sur le sens de sa présence au Mali.

Que Madame Pécresse sache que François Hollande a le soutien de l'Europe, de l'ONU et des pays africains. Ce sont aujourd'hui les soldats français qui ont besoin du soutien de la communauté nationale.

Que Monsieur Wauquiez écoute avec plus d'attention les interventions quotidiennes du gouvernement qui indiquent à chaque étape quels sont les missions, les objectifs et la stratégie définis au Mali.

**Quelle indécence de la part de deux anciens ministres que d'utiliser la guerre au Mali pour faire entendre la voix d'un parti qui n'a pour le coup que peu le soutien des Français et encore moins de stratégie pour redresser la France.**

*« Au moment où la communauté internationale est réunie autour du gouvernement français, il serait tout de même paradoxal que la représentation nationale ne le soit pas tout autant » (Laurent Fabius, ministre des Affaires étrangères)*

## ALLIANCES NAUSÉABONDES : PROPOSITION DE LOI COMMUNE ENTRE L'UMP ET LE FN

Lionnel Luca, député UMP et membre de la droite populaire a déposé une proposition de loi sur la reconnaissance du génocide vendéen (1793-1794) le 16 janvier dernier. Parmi les cosignataires de la cette proposition de loi : la députée frontiste Marion Maréchal-Le Pen, en accord avec Monsieur Luca.

**La droite n'a donc pas d'autre projet pour la France ?** Les élus UMP sont-ils à ce point à court d'idées, eux qui pourtant passent leur temps à critiquer les réformes gouvernementales ?

**Mais plus grave encore, l'UMP n'a plus de gêne à accoler sa signature à celle de l'UMP.** Oui, les temps ont changé ! Alors que le FN avait plusieurs députés à l'Assemblée entre 1986 et 1988, jamais une proposition de loi n'avait été cosignée entre le RPR ou l'UDF et le FN.

Ce n'est pas le FN qui a changé, c'est l'UMP qui ne sait plus où se situe la frontière entre la droite républicaine et l'extrême-droite.

UMP et FN : main dans la main contre le mariage pour tous, main dans la main pour une loi à l'Assemblée, et ensuite ? Serait-ce les municipales qu'ensemble ils préparent ?